

Infrastructures ferroviaires

Berne donne un coup de frein au développement du rail: tollé

Le Conseil fédéral veut siphonner le Fonds d'infrastructure ferroviaire pour éponger les pertes des CFF dues à la pandémie. Levée de boucliers.

Renaud Bournoud

Juste avant les Fêtes, le Conseil fédéral a décrété que les pertes des CFF seraient compensées en puisant dans le Fonds d'infrastructure ferroviaire. Une décision qui «met en péril la réalisation de nombreux chantiers et projets ferroviaires dans toute la Suisse», dénonce le lobby OuestRail dans un communiqué diffusé vendredi. Son président, le conseiller aux États PLR Olivier Français, vient de déposer une motion qui demande un financement extraordinaire pour éponger les pertes des CFF.

«La Confédération a soutenu financièrement l'économie durant cette crise, mais le service public n'a pas eu droit à un traitement aussi soigneux, se désolent-ils. Les pertes doivent être mises au bilan du coronavirus et pas à celui des CFF.»

Le sénateur vaudois relève la duplicité du discours du Conseil fédéral: «D'un côté il nous dit qu'il faut lutter contre le réchauffement climatique et de l'autre il ralentit le développement du rail, c'est aberrant.»

«Freiner les investissements pour le rail est la pire des choses à faire», renchérit le conseiller d'État socialiste fribourgeois Jean-François Steiert et président de la Conférence des transports de la Suisse occidentale. Les chefs des Départements des transports des cantons latins sont tous derrière la démarche d'Olivier Français. Le texte du Vaudois devrait aussi bénéficier d'un large soutien de la part des élus alémaniques.

Retards en Suisse romande

Le problème n'est pas que romand, mais en Suisse occidentale la question est particulièrement sensible. Les investissements qui y sont prévus pour les vingt prochaines années répondent à un besoin de rattrapage par rapport au reste du réseau.



En Suisse occidentale la question est particulièrement sensible, les investissements prévus pour les vingt prochaines années - ici la gare de Versoix - répondent à un besoin de rattrapage. LUCIEN FORTUNATI

«D'un côté il nous dit qu'il faut lutter contre le réchauffement climatique et de l'autre il ralentit le développement du rail, c'est aberrant.»



Olivier Français, conseiller aux États (VD/PLR)

«Les trains ont plus de peine à tenir l'horaire en Suisse romande qu'en Suisse allemande, note Jean-François Steiert. Ces retards démontrent que de nouvelles infrastructures sont nécessaires.»

C'est lors de sa séance du 17 décembre dernier que le Conseil fédéral a décidé de prendre des mesures pour «stabiliser les finances» des CFF. La dette de l'entreprise

«Freiner les investissements pour le rail est la pire des choses à faire.»



Jean-François Steiert, président de la Conférence des transports de la Suisse occidentale

de transport s'est creusée avec l'épidémie. En janvier dernier, la Confédération avait déjà voulu geler les investissements immobiliers des CFF, avant de rétro-pédaler en février. Cette fois, l'idée est de détourner l'argent qui alimente le Fonds d'infrastructure ferroviaire pour permettre aux CFF de se refaire une santé financière.

Dans sa communication de décembre, le Conseil fédéral ajoute que «compte tenu de son volume important et de sa complexité, l'étape d'aménagement 2035 risque de ne pas être réalisée dans les délais prévus».

Ce qui a mis vent debout nos élus. Ils s'étonnent que la Confédération ne se donne même pas les moyens d'essayer de réaliser cette étape. Le parlement a pourtant alloué 12,89 milliards pour des projets qui auraient dû voir le jour à l'horizon 2035. En Suisse romande, par exemple, il peut s'agir d'un tronçon de troisième voie entre Lausanne et Genève ou de la gare souterraine de Cornavin. «Si certains projets prennent du retard, il faut en accélérer d'autres», estime Jean-François Steiert.

Le «mépris du Conseil fédéral»

La décision du Conseil fédéral passe d'autant plus mal qu'au même moment, les Chambres fédérales votaient un amendement au budget de 233 millions pour justement éviter une baisse de rythme dans les investissements ferroviaires. «C'est du mépris de la part du Conseil fédéral»,

tranche Olivier Français, auteur de l'amendement.

Vendredi, le Département fédéral des finances et celui de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication nous ont indiqué que le Conseil fédéral «a simplement fait le constat que l'étape d'aménagement 2035 pourrait connaître des retards. Les raisons de ces éventuels retards sont à chercher dans les procédures de planification et d'autorisation et non dans un manque de moyens financiers dans le Fonds d'infrastructure ferroviaire.»

Les services de la Confédération ajoutent que l'argent pris dans le Fonds sera «entièrement compensé». Par quel moyen? «Une proposition de mesures compensatoires sera élaborée d'ici cet été.»

Il faudra également attendre la belle saison pour connaître quels projets ferroviaires seront renvoyés aux calendes grecques. «L'Office fédéral des transports actualisera la planification d'aménagement en collaboration avec les CFF d'ici cet été. À l'issue de ces travaux il sera possible de se prononcer sur l'horizon de réalisation de certains projets.»